

# SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

## Akournam 2 : l'opération de salubrité se poursuit

ENA  
Libreville/Gabon

**P**ROFITANT de l'auréole suscitée par la mise en service du nouveau marché d'Akournam 2, les autorités municipales du 2e arrondissement d'Owendo, commune voisine de

Libreville, s'emploient à élargir le spectre de l'hygiène et de la propreté, non seulement aux alentours immédiats de cet investissement, mais également à l'ensemble de la zone.

La première phase de cette opération qui intègre le programme d' "un 2e arrondissement plus



Photo : Antoine Essone Ndong

### Engin démolissant les vieilles échoppes du marché d'Akournam 2

propre " a déjà permis le déga-  
gement de tous les échoppes,  
comptoirs et petits magasins  
qui longeait la voie princi-  
pale, jusqu'à l'entrée de l'école  
publique, et ce, des deux côtés  
de la route principale, avec une  
emprise sur la voie qui mène à  
la mairie. Aujourd'hui, il ne reste  
plus que quelques gravats à dé-  
barrasser, et l'endroit se présente  
sans encombre, offrant une vue  
de plus en plus dégagée.

Le maire du 2e arrondissement,

Renaud Severin Ngoma-Ngo-  
ma, et ses adjoints Rock Thierry  
Mombo et Antoinette De Lon-  
don Atayi Mepas, poursuivent  
avec entrain cette œuvre de  
salubrité publique, pour confé-  
rer à leur circonscription un  
visage avenant. Récemment, ce  
qui restait sur le nouveau site  
de chargement, de bicoques et  
vestiges d'anciens bâtiments a  
été littéralement soufflé. La mise  
à contribution d'un engin lourd,  
propriété de la municipalité, a

été nécessaire pour réduire à  
néant les dernières poches de  
résistance.

Les trois élus, accompagnés  
d'une équipe de personnels et  
poursuivant leur entreprise de  
nettoyage, n'ont pas hésité à  
sensibiliser (quand cela s'avé-  
rait nécessaire) les commerçants  
dont la volonté d'occuper les  
places déguerpies était visible.  
Conséquence : plus d'occupations  
insalubres et un endroit  
enfin acceptable.

### Erratum

Une malencontreuse importation (voir notre édition d'hier en page 17) de l'article de Flavien Enongoue, ambassadeur, Haut représentant du Gabon en France, Représentant permanent auprès de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) nous a amené à perdre un pan entier de cette contribution sur la Journée internationale de la Francophonie célébrée hier, vendredi 20 mars. Voici donc le passage manquant : "Fondée autour du partage d'une langue commune, le français, elle se donnait mandat d'en assurer la promotion et d'intensifier la coopération culturelle et technique entre lesdits Etats et gouvernements. Depuis lors, la francophonie institutionnelle n'a cessé d'évoluer, s'adaptant au contexte international. En 1998, l'ACCT se transmua en Agence intergouvernementale de la Francophonie (AIF) qui, en 2005, deviendra..."

Toutes nos excuses à nos lecteurs et à l'auteur de l'article.

### Le clin d'œil de *lybek*



### Maux et débat

#### A la merci du coronavirus

Partant de l'information selon laquelle l'agent de la Police de l'air et des frontières, testée positive au coronavirus, aurait pu être contaminée lors du contrôle du passeport du patient zéro le 8 mars à l'aéroport Léon-Mba, selon la version officielle, il va de soi que policiers et gendarmes opérant sur la voie publique peuvent être considérés aussi comme des sources potentielles de propagation du virus. Pour peu qu'ils aient touché les documents d'une personne infectée ou de la multitude des cas contacts en divagation dans la ville. Parce qu'avec l'annonce hier vendredi, d'une quatrième victime du Covid-19, et qui en est malheureusement morte, les cas contacts se sont multipliés, plus que les 25 personnes annoncées officiellement par les autorités sanitaires dernièrement.

Aussi, à cause de toutes ces personnes sans visage et en liberté, la psychose gagne-t-elle du terrain car, ce sont des potentiels vecteurs du virus. Tout comme le sont policiers et gendarmes postés sur la voie publique, où ils sont en contact, à mains nues, avec les " pièces afférentes à la circulation " à longueur de journées.

On les voit, à leurs différents postes, opérer sans

gants, ni masques. Ils n'ont pas de gels hydro alcooliques non plus. En plus, aucun point d'eau n'est disponible à proximité pour un lavage régulier des mains. Un comportement suicidaire dont ils ne semblent même pas avoir conscience, tellement préoccupés à se remplir les poches grâce au racket des automobilistes, surtout les transporteurs en commun, leurs souffre-douleurs.

Si la hiérarchie ne leur fournit pas ces accessoires de sécurité, ils peuvent au moins se faire violence et consentir un petit sacrifice financier pour se les procurer. Ne dit-on pas que la santé n'a pas de prix ? La protection contre le Covid-19 étant avant tout une question de responsabilité personnelle.

Il revient donc aux ministères de l'Intérieur, de la Défense et des Transports – si tant est que ce sont leurs administrations qui envoient policiers, gendarmes et agents de la Brigade de contrôle routier (BCR) en mission sur la voie publique – de leur fournir les équipements nécessaires à l'accomplissement de leurs missions en toute sécurité. Il en va de leur santé et, surtout, de celle des autres.

Par NIE-MUKENI